

RETRAITES :

TROP, C'EST TROP !

Les précédentes réformes

1993 : *Mesures Balladur pour le régime général*

- Calcul sur la moyenne des salaires des 25 meilleures années
- Indexation sur les prix et non plus sur les salaires
- 40 années de cotisations au lieu de 37,5
- Décote de 5% par année manquante

2003 : *Loi «Fillon»*

- Extension des 3 dernières mesures « Balladur » à la fonction publique
- 41 années de cotisations

2007 : *Régimes spéciaux*

- Alignement sur la fonction publique

Conséquences :

- Baisse de 15 à 20 % du montant moyen des retraites
- Le pouvoir d'achat des retraités n'augmente pas
- 1 million des plus de 65 ans sous le seuil de pauvreté (source INSEE)
- 50 % des nouveaux retraités touchent moins de 1000 €
- Les femmes avec des carrières incomplètes sont les plus touchées
- Une augmentation du chômage pour les plus jeunes

Une nouvelle réforme qui repousserait l'âge de départ à la retraite entraînerait :

- Une nouvelle réduction du montant des retraites
- Une nouvelle augmentation du chômage des jeunes

Il n'y a aucune fatalité démographique :

Oui, alors qu'en 2000 il y avait 4 personnes de 60 ans et plus pour 10 personnes entre 20 et 59 ans, en 2050 il y en aura 7 pour 10.

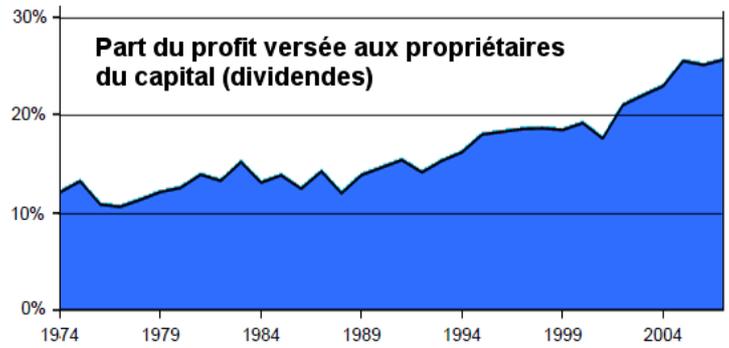
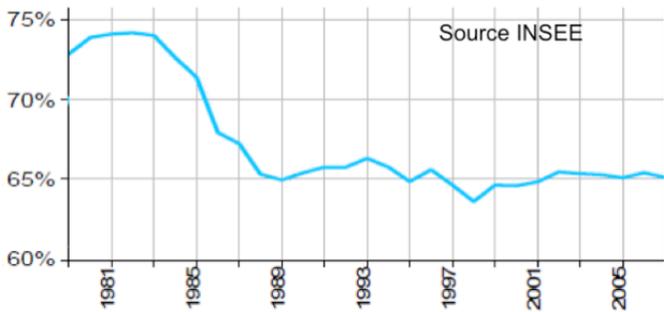
Mais les inactifs incluent aussi les moins de 20 ans, et tous les 20-59 ans ne sont pas occupés. Le ratio inoccupés / occupés était de 1,62 en 1995, il devrait se situer en 2040 entre 1,66 et 1,79 (source : Conseil d'orientation des retraites).

Mais, depuis 2 siècles, nous travaillons heureusement toujours moins pour gagner plus, grâce aux gains de productivité. Sauf depuis les années 80, car les gains de productivité ne profitent depuis lors qu'aux plus riches des plus riches, les gros propriétaires du capital, et leurs commis : les Bettencourt, Woerth, Bouygues, Wildenstein et autres Lagardère, ce monde où les millions circulent de la main à la main et par dessus les frontières, sans aucune règle que l'entre soi, sans contrôle fiscal, où l'on s'offre une montre à 10 000 euros ou un yacht comme d'autres une boîte de chocolats.

Au cours des 50 dernières années, les retraites sont passées de 5 à 13 % du PIB, alors qu'au cours des 50 prochaines années, elles devraient passer de 13 à 18 %. En près d'un siècle, de 1960 à 2050, nous passerons de 50 à 800 milliards en euros constants de dépenses de retraites, mais dans un PIB passé de 1000 à 4000 milliards. Ce qui reste pour les actifs et l'investissement passera de 950 à 3200 milliards (source : comptes nationaux).

Ces 30 dernières années, plus de 9 % de la richesse produite (180 milliards) a été transférée de la rémunération du travail (y compris les retraites) vers les profits, soit 22 fois le déficit des retraites, 8 fois le déficit de la sécurité sociale (source : Commission européenne, INSEE).

Part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée des sociétés non financières



Un projet inacceptable et illégitime

La population a compris que le gouvernement mentait et préparait une réforme catastrophique sauf pour la poignée de nantis qui tiennent les clés de la richesse et du pouvoir. Les 2/3 des Français sont contre. Nous n'avons jamais voté pour un tel projet. Interrogé sur RTL le 27 mai 2008 sur la perspective de relèvement de l'âge légal de la retraite, le président de la République Nicolas Sarkozy avait répondu : « *Je ne le ferai pas, pour différentes raisons, et la première c'est que je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela. Et ça compte, vous savez, pour moi.* »

D'autres choix sont possibles

- Fin des exonérations des cotisations patronales (30 milliards par an - source : INSEE, comptes nationaux)
- Suppression des niches fiscales (75 milliards par an)
- Suppression des réductions d'impôts pour les plus riches dont bouclier fiscal (30 milliards par an)
- Chasse à la fraude fiscale (20 à 40 milliards par an)
- Revalorisation des salaires, lutte contre l'emploi précaire et les temps partiels imposés : 100 000 chômeurs en moins = 1,3 milliard de cotisations en plus

La retraite à 60 ans, sans décote, c'est possible !

C'est une question de partage de la richesse nationale !

Ensemble, exigeons-la !

Manifestons

samedi 2 octobre 2010 à 14 h à Lyon, place Jean Jaurès, 7^e ar.

(métro ligne B Jean Jaurès ou tramway Jean Macé)

à l'appel de toutes les organisations syndicales

INRETS :

